

# Un coup d'état financier contre Athènes

par Vicky Skoumbi

Un plan de déstabilisation financière et politique de la Grèce est en cours depuis quelques semaines. A vrai dire, c'est bien avant l'élection de Syriza, que le processus a été mis en route, mais son accélération intensive les derniers jours jette une lumière vive sur celui-ci. Il s'agirait de rien de moins que d'une tentative de renverser le gouvernement Syriza pour que celui-ci soit enfin remplacé une coalition de la convenance de créanciers. Le chantage odieux exercé sur le gouvernement grec, par le biais d'une incitation ouverte à un bank run ne laisse aucun doute sur la volonté des créanciers d'en finir une fois pour toutes avec un gouvernement qui ose contester leurs diktats et refuse de faire boire au peuple grec jusqu'à la lie la potion létale que Bruxelles, BCE et FMI ont savamment concocté pour lui. Doit-on rappeler ici que les programmes de « sauvetage » qui n'ont sauvé personne à l'exception notoire de banques européennes, grecques comprises, n'ont pas manqué de produire une telle chute du PIB, une telle baisse du niveau de vie que même une guerre menée par des moyens militaires n'aurait su produire. La nouveauté aujourd'hui consiste au fait que le trio infernal de la Troïka a décidé de mettre délibérément en danger le système bancaire grec afin de faire tomber un gouvernement qui, malgré les pressions terrifiantes, a osé lui tenir tête pendant cinq mois. Après tout, il n'est pas interdit de mettre en danger quelques petites banques périphériques si c'est pour rafler la mise sur le plan politique et économique. Ces affirmations qui pourraient, aux yeux de certains, paraître exagérées voire gratuites, s'appuient sur des faits.

## Déstabilisation économique

Le lendemain du Eurogroupe du 18 juin, M. Tusk a su trouver la bonne formule pour résumer la situation, la Grèce aura à choisir entre ou bien le projet que proposent les créancier, ou bien la faillite, a-t-il déclaré. Mais ces messieurs qui sont censés de veiller sur la sauvegarde des intérêts des peuples européens, ne se sont pas contentés de mettre un gouvernement élu devant ce choix forcé. La faillite ils ne limitent pas à l'évoquer ; ils l'organisent sournoisement et méthodiquement par des rumeurs, de vraies fausses annonces aux médias, de fuites savamment orchestrées, qui toutes laissent planer depuis plusieurs jours la menace d'un scénario à la chypriote. Par un jeu calculé de déclarations alarmantes ils préviennent de l'imminence d'un capital control en Grèce et poussent délibérément les épargnants grecs de faire de retraits massifs, qui n'ont pas manqué à conduire les banques au bord du gouffre. Dresser ici un inventaire exhaustif de faits et gestes incitant à la panique bancaire n'est pas possible; je vous renvoie à l'excellent compte rendu qu'en fait [Romaric Godin](#) dans la Tribune ainsi qu'à l'analyse de [Martine Orange](#) dans Mediapart.

Je mentionne juste deux exemples : le refus de la Commission de démentir l'article de SDZ qui évoquait la possibilité d'un contrôle de capitaux et la vraie fausse rumeur lancé par les soins de M. Queré, selon laquelle, il se pourrait que les banques grecques ne s'ouvrent pas lundi dernier. Une fois cette prévision catastrophique démentie par les faits, le spectre de la fermeture bancaire s'est savamment déplacée

vers ...mardi ! Que faudrait-il de plus pour que les épargnants se ruent vers les agences les plus proches? La très honorable institution qui se doit d'assurer la stabilité du système financier européen, n'accorde chaque jour qu'une somme «insuffisamment suffisante », pour maintenir les banques grecques tout juste à flot, mais toujours au bord du gouffre. Bref les responsables européens avec l'aide de leur amis du FMI recourent ici au bon vieux schéma de la prophétie apocalyptique, qui, en semant la panique, finit par s'accomplir, du fait de sa seule énonciation publique. Le but de l'opération étant d'obliger le gouvernement Tsipras de décider ses prochains mouvements sous la menace imminente d'un « accident » bancaire. Ce qui pourrait expliquer les concessions supplémentaires que le gouvernement grec a fait en acceptant une hausse de la TVA et une augmentation de cotisations de retraités. Pour compléter le tableau, juste avant la réunion du 24 juin, un dignitaire européen a jugé bon de rappeler à notre mémoire le scénario à la chypriote, dont la répétition pourrait intervenir à tout moment.

Mais cela n'a pas suffi, la preuve, la nouvelle proposition de trois institutions, qui en fait ne diffère que très peu de la précédente, exige de nouveaux baisses de retraites et de salaires dans le but évidente mais non avoué d'enfoncer encore plus la Grèce à une misère économique et sociale la plus totale. Prenons juste un exemple parmi les mesures préconisées, à savoir que le taux d'imposition des agriculteurs passe du 13% au 26 voire au 33%, et la diminution de moitié de la réduction de taxes sur le pétrole destiné aux travaux agricoles. Pareilles mesures, si elles venaient de s'appliquer sur une agriculture à l'agonie, pousseraient la grande majorité des cultivateurs de renoncer à leur métier et de brader leur champs pour moins que rien. Sous prétexte de multiplication de recettes de l'Etat, ce qui est tout simplement point envisageable car on ne peut rien tirer des gens ruinés, la terre arable grecque changerait de mains. J'ajoute que selon [Wolfgang Münchau](#) la proposition précédente de ceux qui prétendent parler au nom de l'Europe, et qui diffère très peu de celle actuellement sur la table, ne manquerait pas de produire un effet récessif de 12,6% sur quatre ans, et que la dette risquait d'atteindre le 200% du PIB en 2019. Avoir mis sous tutelle un pays dont la dette s'élevait à 120% en 2009 pour la sauver de la faillite, et la conduire grâce aux conditionnalités de l'« aide » accordée, à 200%, c'est un brillant exercice de destruction massive, qui pourrait servir d'exemple à tous ceux et celles en Europe qui trouvent que l'austérité est un remède qui tue. A ce propos, on aimerait bien savoir sur quelle logique, M. Moscovici s'appuie pour affirmer qu'un paquet de 11 milliards d'économie étalées en 18 mois, imposé à un pays en dépression, ne constitue point un plan d'austérité.

#### Des acolytes bien commodes

Il est à noter que les déclarations catastrophistes les plus redoutables venaient de l'intérieur même du pays. Le bal fut ouvert par Mme Bakogianni qui depuis le 24 mai déjà avait affirmé l'imminence d'un capital control qui pourrait intervenir dans le long week-end de la Pentecôte. M. M. Géorgiadis, transfuge de l'extrême droite au sein du gouvernement précédent et vendeur de pamphlets antisémites, n'a pas manqué à apporter sa propre touche à l'édifice. Cependant, celui qui a vraiment donné le coup de grâce fut le directeur de la Banque de Grèce, M. Stournaras. Celui-ci, en

outrepassant abusivement les limites de sa fonction en tant que garant de la stabilité financière grecque, a jugé bon de publier, la veille de l'Eurogroupe du 18 juin, un rapport qui prévoyait des catastrophes cataclysmiques, si jamais un accord avec les créanciers n'était pas signé tout de suite.

### Terrorisme financier

Mais la BCE n'en est pas à son premier coup. En matière de chantages aux liquidités et d'ultimatums, M. Jean-Claude Trichet avait s'est avéré maître à la tête de la BCE. Les Irlandais en ont goûté la saveur, lorsqu'en novembre 2010 et sous la menace du tarissement de liquidités, ils furent forcés de signer un mémorandum qu'ils s'obstinaient jusqu'alors à rejeter. On peut également évoquer l'éviction de Papandréou de son poste de Premier Ministre, une fois que celui-ci avait eu la très mauvaise idée de proposer en novembre 2011 un référendum. Quant au 'bail in' chypriote, on aurait tort à oublier le chantage ouvert qu'a exercé encore une fois la BCE, en menaçant de couper les liquidités aux banques chypriotes. Cet exercice de haut vol de terrorisme financier a prouvé encore une fois en Chypre son efficacité : il a obligé le Parlement chypriote de revenir sur sa décision initiale et d'accepter le 22 mars 2013 le même bail in que trois jours avant il avait rejeté.

Cependant l'exemple le plus instructif reste celui qui concerne la fuite de capitaux 'téléguidée', pendant la période électorale entre les élections de mai et celles du mois du juin 12 en Grèce. Une étude de Peterson Institute datée de mai 2012 sous le titre parlant [Comment un bank run peut faire partie de la solution](#) décrit en détail de quelle manière une panique bancaire en période électorale pourrait s'avérer forte opportune pour pousser les électeurs à se détourner de Syriza. Son auteur, M. Jacob Funk Kirkegaard, ne mâche pas ses mots : «un bank run accéléré en Grèce pourrait offrir quelques opportunités. Nous devons donc s'attendre à aucun répit sur le front de menaces de la part des dirigeants d'Eurozone. En effet, ces dirigeants peuvent encourager secrètement la panique bancaire, une stratégie qui révélerait aux yeux de tous, le caractère fallacieux et trompeur du programme électoral de Syriza. Si les déposants des banques grecques ne peuvent pas faire confiance aux promesses d'Alexis Tsipras concernant leur argent propre, pourquoi ils voteraient pour lui ? » Et l'excellent homme pousse son raisonnement jusqu'à dire « tout un chacun qui veut maintenir la Grèce dans l'Eurozone se doit de retirer de l'argent aux banques ». On ne peut pas être plus clair, je crois. Il ne faut surtout pas imaginer que ce scénario-là était resté lettre morte à l'époque. Entre mai et juin 2012, résonnaient sans cesse à nos oreilles les dignitaires européens du plus haut rang n'ont eu cesse de nous prévenir des catastrophes apocalyptiques se produiraient si jamais Syriza gagnait les élections (voir [ici](#) un article relatif et [l'appel](#) que nous avons lancé, à l'époque, Etienne Balibar, Michel Vakaloulis et moi-même). Tout au long de cette période électorale, on a pu constater une fuite considérable de capitaux vers l'étranger, dont une grande partie fut rapatrié juste après la formation du gouvernement Samaras. Une véritable campagne d'intimidation avait été lancée en interne et en externe afin de terroriser les électeurs avec la perspective de la perte de leur épargne et d'une fermeture imminente des grandes entreprises, si, par malheur, Syriza l'emportait. Une grande banque systémique grecque, Eurobank pour ne pas la nommer, avait même donné la consigne

à ses employés de bien prévenir la clientèle de la fermeture certaine de la banque, si Syriza l'emportait, après quoi leurs économies seraient partie en fumée.

Mais nul besoin de remonter si loin pour trouver des précédents. Début février la BCE avait annoncé la suppression de lignes de financement des banques grecques, qu'elle acceptait depuis 2010. «Les responsables de la banque centrale ont annoncé que l'institut monétaire mettait un terme à partir du 28 février – dans les faits, la mesure devrait prendre effet dès le 11 février pour des raisons techniques – à la clause qui lui permettait d'accepter les titres grecs, classés aujourd'hui en junk bonds, que les banques grecques placent en dépôt de garantie pour obtenir des crédits bancaires. Pour les banques grecques, privées de tout accès aux financements interbancaires, ce dispositif est essentiel pour assurer leur financement», écrivait [Martine Orange](#). Après donc avoir accepté pendant plusieurs années d'acheter de titres qui étaient classés très bas dans l'échelle d'évaluation, subitement la BCE a commencé à se poser des questions sur la qualité de ces titres en se souvenant tout d'un coup que son règlement lui interdit d'acheter de titres qui ne sont dotés du fameux triple AAA. Il va de soi que le moment ne fut pas choisi au hasard : Syriza venait d'emporter les élections du 25 janvier et les négociations avec les créanciers venaient juste de commencer.

Toutefois, la sortie systématique de la BCE de ses prérogatives ne s'arrête pas ici. L'honorable institution refuse de rendre à la Grèce, les gains qu'elle a faits sur les obligations grecques achetées dans le cadre du programme SMP (Securities Market Program, un programme d'achat des obligations les plus attaquées sur le marché afin de faire baisser les taux d'intérêt). Ces gains pour la seule année 2014 s'élève à 1,9 milliards. Bref, la BCE, au même titre que n'importe quel spéculateur, profite allègrement de taux d'intérêts très élevés de cette catégorie de titres, et elle en ce moment critique où l'économie grecque est à l'asphyxie, refuse de payer à la Grèce son dû, si celle-ci ne cède pas aux exigences exubérantes de créanciers. Car à partir du 1/1/2013 les intérêts perçus sur ces titres grecs doivent obligatoirement être rétrocédés aux banques centrales nationales qui elles-mêmes les mettront à la disposition du pays émetteur du titre. Mais l'« exception » grec autorise quelques écarts par rapport aux accords que les institutions ont signés avec la Grèce. Non pas que cela ne se fait pas également au détriment d'autres pays comme le Portugal. Quoi qu'il en soit, dans le cas de la Grèce ces types de pratiques constituent plutôt la règle que l'exception.

Un scénario assez semblable au bank run de mai 2012, est en cours aujourd'hui, sauf que maintenant l'implication des institutions européennes se fait ouvertement et non plus à mot couvert. Comme l'a révélé Martine Orange dans son article [Grèce : les créanciers instaurent la stratégie de la terreur](#), une étude de la très honorable Goldman Sachs avait déjà tout prévu depuis le mois de décembre : « Cette volonté de semer l'inquiétude ressemble tant au scénario de Goldman Sachs, établi dès décembre, où s'enchaînaient panique bancaire, fermeture des banques, contrôle des capitaux, capitulation politique, mise sous tutelle économique et nouvelles élections, que cela en devient troublant ». « Tout au long de la semaine, les créanciers et la BCE ont tout fait pour déstabiliser les déposants grecs. Et placer le gouvernement grec devant un choix impossible » remarquait de sa part [Romaric Godin](#). Faudrait-il

rappeler ici que M. Mario Draghi fut pendant des longues années le représentant attitré de Goldman Sachs en Europe ?

### Déstabilisation politique

Mais Goldman Sachs n'en était pas à son dernier coup. Le site économique grec capital.gr relate que la très honorable maison prévoit un défaut imminent de la Grèce dans l'euro, accompagné d'un capital control. GS précise que la période chaotique qui pourrait suivre comporte tout de même « le risque d'une sortie de l'euro au lieu de *conduire au changement politique qui permettrait d'arriver à un accord* » (c'est moi qui souligne). Au cas où nous n'aurions pas compris quel est le changement politique que l'honorable maison appelle de ses vœux, elle en dresse les contours d'une façon on n'en peut plus claire. Le capital control ruinerait la confiance des électeurs au gouvernement, de sorte que la voie vers « un nouvel équilibre politique interne » soit enfin ouverte - par « nouvel équilibre politique, entendre une nouvelle configuration de la carte politique grecque entre les partis, qui permettra d'arriver finalement à la conclusion d'un accord. Cette recomposition de la scène politique grecque qui serait atteinte grâce aux turbulences d'une période trouble de transition, implique nécessairement des nouvelles élections ainsi que la formation de coalitions inédites, nous verrons par la suite lesquelles. Le tout rendra possible le maintien de la Grèce dans la zone euro sous un gouvernement suffisamment docile aux diktats des créanciers.

Si ce qui vient d'être décrit n'est pas un scénario de déstabilisation méthodiquement planifiée d'un gouvernement élu, qu'est-ce que c'est ? En provoquant un bank run, en ouvrant la voie vers le capital control qui dressera la population contre le gouvernement actuel, certains espèrent avoir raison de Syriza. Qui plus un accord au contrepied du programme électoral de Syriza, que les créanciers veulent imposer manu militari, constituerait l'occasion rêvée pour que la coalition de gauche radicale qu'est Syriza vole en éclats. Une scission au sein de Syriza permettrait d'isoler le bon grain de l'ivraie et ouvrirait la voie à un autre gouvernement de coalition. Remarquons que la dernière mouture de la proposition des créanciers comporte une coupe de 400 millions dans le budget de la défense. Pareille baisse dans le budget de la défense aurait pu être la bienvenue, si elle ne comportait pas une certaine arrière-pensée. ANEL, la droite souverainiste qui est l'allié actuel de Syriza, est particulièrement attaché au maintien d'un budget militaire considérable. Certes dans les programmes précédents il y a eu des quelques coupes du budget de la défense, mais, que je sache du moins, jamais de cette ampleur. Alors on ne peut que s'étonner comment ceux qui au début du programme de « sauvetage », ont exigé que la Grèce honore les contrats signés pour l'achat d'armements au grand profit de la France et de l'Allemagne, tout d'un coup, par une illumination divine, exigent non seulement de coupes mais de baisses d'effectifs, comprendre licenciement des militaires professionnels. Scission donc de Syriza, éclatement de la coalition avec ANEL, voici quelques éléments ouvrant une voie royale vers un autre gouvernement plus commode.

Rôle clef à ce processus, est appelé à jouer M. Stavros Théodorakis, un présentateur télévisuel, qui se trouve actuellement en tête de Potami, réputé pour ses accointances avec le cercle des créanciers. Précisons que S.Théodorakis prône ouvertement la nécessité des coupes budgétaires avec baisse de retraites, et s'oppose à toute idée de restructuration de la dette ainsi qu'à toute augmentation d'impôts de couches supérieures de la société. Ce dirigeant d'une formation qui n'a fait plus que 6% aux dernières élections, est, dans le contexte actuel, l'interlocuteur privilégié de Bruxelles. Il multiplie les rencontres avec M. Junker, M. Sapin, M. Moscovici et M. Schulz, ce dernier ne manquant pas d'occasion pour affirmer que c'est bien avec Potami que Syriza aurait dû former un gouvernement de coalition, et participe même à des dîners avec des chefs d'état ! Comble de l'affaire, ce chantre des intérêts de créanciers se présente en Grèce comme un porte-parole officieux de Bruxelles, faisant part aux grecs du mécontentement de M. Junker devant la « intransigeance » supposée du premier ministre grec.

Si par malheur ces manœuvres ne réussissent pas à le faire plier, on peut compter sur l'usure qui pourrait saper la popularité de Tsipras auprès d'une population qui, jusqu'à maintenant, continue contre vent et marée à lui accorder son soutien. Cette usure sera assurée si Tsipras est amené à appliquer de mesures d'austérité, imposées par les créanciers. La chose pourrait être facilitée par un coup de main opportun et un bank run organisé ferait bien l'affaire. Les créanciers seraient mêmes disposés de conduire la Grèce au défaut, tout en faisant porter la responsabilité de celui-ci à Syriza. Il s'en suivra nécessairement une première période confuse sinon chaotique, particulièrement propice à des manifestations dites « de casserole » dans la veine de celles organisée au Chili d'Allende, qui contribuerait à faire tomber le gouvernement. Je dois ajouter ici que chaque fois où les négociations se trouvent à un point crucial, des groupes qui se disent anarchistes, créent des incidents violents aux alentours de l'Ecole Polytechnique, en brûlant des voitures, cassant des vitrines etc. Il se peut que ils s'agissent effectivement des anars mais la coïncidence avec les réunions du Europe aussi bien que l'attitude tolérante de la police à leur égard laisse songeur.

Pour ceux qui pourraient voir à l'analyse qui précède, une énième théorie du complot, je propose de prêter l'oreille à un économiste peu suspect de verser dans le complotisme à savoir [Romaric Godin](#): « L'Europe doit donc *de toute urgence abandonner ses buts politiques et accepter enfin le résultat de l'élection du 25 janvier*. Elle doit aussi respecter sa propre parole, celle qui, le 20 février, affirmait que la Grèce devait décider de ses propres réformes dans le cadre du programme. (Souligné par moi). »

### Des amis qui vous veulent du bien

J'en viens aux faits et gestes politiques qui permettent d'affirmer qu'un plan de renversement du gouvernement Tsipras est lancé par Bruxelles. Stavros Théodorakis, encore lui, fut invité par la Commission et reçu par M. Junker le jour même où le premier ministre a été convoqué à Bruxelles. Notons qu'il ne fut pas le seul à se rendre à Bruxelles le mercredi 24 juin mais s'y sont précipités tous ceux qui vont être appelés à former un gouvernement obéissant, une fois Tsipras évincé. On y a vu M.

Samaras dont les déclarations étaient plus qu'explicites : il propose un gouvernement d'unité nationale sans M. Tsipras en faisant quand même la concession de s'abstenir de toute participation personnelle au schéma proposé. En même temps le nom de M. Karamanlis commence à circuler; celui-ci pourrait en effet se présenter comme un recours possible, dans la mesure n'ayant occupé aucun poste gouvernemental depuis septembre 2009, il est moins usé que ceux, compromis dans la gestion des memoranda. Quant à M. S. Théodorakis, toujours lui, du haut de ses 6% de voix et de sa science économique, vient de donner une interview au FT où il précise qu'il est à la disposition de qui veut l'entendre pour un remaniement gouvernemental. Mais le 24 juin a également été reçue à Bruxelles Mme Gennimata qui vient de succéder à M. Vénizelos à la tête du Pasok, forte de 289.482 voix que celui-ci avait récoltées aux dernières élections. J'invite le lecteur de réfléchir un instant pour se poser la question suivante : que pouvait faire tout ce beau monde à Bruxelles, au moment où les négociations avec les créanciers se trouvent à leur point critique, sinon se présenter comme une alternative « sérieuse » au gouvernement actuel, qui, quant à lui, ne serait pas composé des personnes responsables et des adultes (Lagarde dixit) ?

### Coup d'état financier

Deux scénarios se dessinent : Ou bien il faut obliger le gouvernement Tsipras à la capitulation totale en acceptant de mesures exceptionnellement dures auxquelles il faudrait éventuellement ajouter l'arme majeur du capital control, ce qui ne manquerait de le discréditer aux yeux de l'opinion, ou bien il faudrait provoquer une scission opportune au sein d'un Syriza pour introniser ensuite un gouvernement de coalition avec la soi-disant bonne partie de Syriza où M. Théodorakis jouera un rôle de premier ordre. Une combinaison de deux reste bien entendu possible. Le tout dans une perspective de défaut qui. Pour éviter les malentendus, je précise que j'appelle de mes vœux une cessation de paiement même si cela se traduit par un défaut, sous la condition qu'il soit soigneusement préparé et encadré. Sans cela, il pourrait déclencher un enchaînement d'évènements incontrôlables qui mènerait à la chute du gouvernement.

Ce que vient d'être décrit ici porte un nom, ce n'est rien d'autre qu'*un coup d'état financier où à la place des tanks on fait appel aux banks!* Un coup d'état fomenté par les institutions européennes, voilà le visage de l'Europe que les dirigeants européens souhaitent donner à voir à leurs peuples. Je ne saurais dire si ceux-ci toléreront ces agissements. Les trois de la ex-Troïka, malgré leur dissensions internes, font tout pour dresser les citoyens européens contre les Grecs en leur faisant croire que ils ont payé et continueront à payer pour le sauvetage de la Grèce. Ce que l'on oublie à dire, est que, le programme qui fut présenté en 2010 comme un plan d' « aide » à la Grèce, n'était en réalité qu'un généreux plan de [sauvetage de banques européennes](#) exposées à la dette grecque. Tous les économistes qui se respectent s'accordent aujourd'hui sur ce point : à l'époque il aurait fallu faire une restructuration importante de la dette grecque qui la rendrait viable, avant d'entreprendre n'importe quelle mesure pour la suite. Or, une telle restructuration aurait pu faire perdre 30 milliards à peu près aux banques européennes, au premier rang desquelles se trouvaient BNP Paribas, Société Générale et la Deutsche Bank. Et pour que celles-ci n'accusent pas une perte qui aurait nécessité leur recapitalisation au frais du contribuable, un sauvetage qui n'a pas

manqué de la ruiner a été imposé à la Grèce. Bref, ce qui fut présenté comme un plan d'aide à la Grèce n'a été qu'une recapitalisation indirecte des banques, qui ont eu tout leur aise pour se débarrasser à temps les obligations grecques avant la restructuration de 2012 qui a permis que la patate chaude passe du secteur privé vers les états. Le fait est confirmé par la toute récente déposition de Panayotis Rouméliotis à la commission parlementaire Vérité sur la dette. Rouméliotis qui représentait à l'époque la Grèce au sein du FMI, a révélé que des représentants de grandes banques européennes furent reçus à plusieurs reprises par l'équipe du FMI à Athènes afin d'éviter une restructuration qui les prendrait de court. Force est de constater, l'appel [Sauvons le peuple grec de ses sauveurs](#) que nous avons lancé en février 2012 n'a malheureusement rien perdu de sa pertinence.

### Négociations ?

J'espère que cette stratégie des créanciers qui met en danger, non pas seulement la Grèce mais l'Europe dans son ensemble, soulèvera un vent de protestations sans précédent partout dans le monde. Car, si les créanciers arrivent à leur fins, si ce coup d'état financier monté par les institutions européennes et le FMI réussit, il ne restera plus rien de l'idée européenne. Des cendres calcinées de celle-ci émergera non pas le visage « complaisant » du chef de Potami, mais celui, odieux de l'Aube Dorée. A qui d'autre pourrait profiter le sentiment d'une impuissance totale et enragée qui résultera inévitablement devant le spectacle des manœuvres qui vous laissent aucune prise sur votre propre destin? Faire preuve de tant d'aveuglement au moment où partout en Europe des parties d'extrême droite et des formations ultranationalistes ouvertement racistes prennent le pas, c'est dire jusqu'où les dirigeants européens sont disposés d'aller pour imposer le dogme néolibéral. Ou bien il ne s'agit point d'aveuglement mais d'un choix délibéré ? Certes il y en a quelques-uns parmi le cénacle de dirigeants qui, face à ce danger, optent pour un scénario plus soft, celui non pas de l'éviction immédiate mais de la prolongation de six mois du programme sans restructuration de la dette, six mois pendant lesquels Syriza sera sommé d'appliquer les contre-réformes préconisées partout en Europe comme un remède miracle à la crise. Un tel scénario présente l'avantage de compromettre les chances de Podemos et d'autres formations affines. Mais il n'empêchera point la montée en force de l'Aube Dorée qui serait en droit dans ce cas d'affirmer que les politiciens sont tous « les mêmes ». A qui d'autres pourrait profiter la conviction que les politiques sont 'tous vendus' qui ne manquera pas de s'imposer à l'opinion ?

Le dernier rebondissement avec le durcissement maximal des créanciers qui se sont réglés sur les positions libérales à outrance de Mme Lagarde ne fait que confirmer l'hypothèse d'une stratégie de déstabilisation. Il est à noter que cette nouvelle provocation intervient juste deux jours après que les représentants de trois institutions avaient accepté comme une bonne base de discussion les positions grecques, tandis que deux jours après le texte présenté par les créanciers tordait le coup à l'esprit initial du texte grec, qui de son côté consistait à faire porter le maximum de charges aux entreprises bien portantes et non pas uniquement sur les épaules de plus faibles



très fragilisés par de coupes successives de revenus. En somme les propositions du FMI adoptée par les créanciers dans leur ensemble, sont si extrêmes qu'elles ne sauraient qu'être rejetées. Si par bonheur Tsipras, sous la menace de la faillite, signait un accord plus dur que celui proposé à Samaras, quelle aubaine ! Les peuples européens doivent enfin comprendre que celui qui sort du droit chemin paie la rançon forte.

Les institutions européennes se sont avérées de véritables maîtres ès manipulation et vraies fausses négociations. Un vrai mécanisme médiatique s'est mis au service de cette stratégie. De faux bonds en retournement de veste, de déclarations qui étaient faites pour s'annuler un jour après, des engagements pris et cyniquement et ouvertement non tenus, depuis cinq mois ils n'avaient que fait semblant de négocier, afin de repousser la chose jusqu'au mois de juin, à la fin duquel la Grèce, sans prolongation du programme, ne touchera pas la dernière tranche d'aide. Pour que ses ajournements incessants passent à l'opinion, les créanciers n'ont pas manqué de dénoncer l'« intransigeance » irresponsable du gouvernement grec. Et ils l'ont fait au moment où ils l'obligent par le tarissement de liquidités, de reculer considérablement à l'égard de ses positions initiales. Tout avait bien commencé par un coup tordu : comme l'a révélé [Paul Mason](#), journaliste au Channel 4, Varoufakis était arrivé au Eurogroupe du 16 février une des propositions de Moscovici en mains, pour découvrir que ce n'était point sur celle-ci que portait la discussion mais sur un texte beaucoup plus dur que Daiselboum allait sortir pendant la réunion. En faisant circuler des contre-vérités, en traitant comme nulle et non advenue la proposition de 47 pages déposée par Syriza début juin. Ce texte ne reprenait point les positions propres du gouvernement grec, mais bel et bien celles issues de quatre mois de pourparlers inutiles. Ainsi les institutions européennes ont réussi à repousser les vraies négociations vers une période critique où le gouvernement grec est obligé de verser plusieurs remboursements. Mais les dignitaires de Bruxelles ont voulu y voir un document irrecevable puisque non conforme à leurs diktats. Fin juin, ils croyaient avoir réussi de coller Tsipras dos au mur et escomptaient rafler ainsi la mise. C'est à ce moment que, pour gagner encore du terrain de l'adversaire, ils ont sorti le bazooka du bank run orchestré, comme arme de destruction massive. Mais Tsipras tant bien que mal continue à résister. Certes il a fait de concessions dont plusieurs sont inacceptables, comme les privatisations, mais il continue à ne pas accepter une capitulation totale et sans conditions. Et sur ce point, même si l'on n'est pas d'accord sur sa stratégie, il faudrait lui rendre un hommage appuyé ; tenir bon lorsqu'on est seul dans la fosse à lions, demande un certain courage voire un courage certain.

Devant tant de mauvaise foi, tant d'arrogance, tant de perfidie qui s'ordonnent à une stratégie de déstabilisation d'un gouvernement qui dérange, j'aimerais inviter le Premier Ministre grec à suspendre les paiements des créanciers jusqu'à ce que la croissance revienne en Grèce. Il serait utile de rappeler ici que selon le rapport provisoire de l'audit de la dette grecque, celle-ci a explosé entre 1980 et 2010, non pas à cause de dépenses licencieuses mais dès par l'effet conjugué de taux d'intérêts très élevés et de la course aux armements.

Tous égaux devant la loi ?

Mme Merkel ne cesse de demander plus d'effort aux Grecs. On ne saurait que lui donner raison. C'est vrai que une hausse de 45% de mortalité infantile, de 42% du taux de suicides, accompagné d'une baisse de trois ans de l'espérance de vie ne lui donnent pas entière satisfaction. De même, le taux de de retraités qui vivent en dessous du seuil de pauvreté (44,6%), est sans doute scandaleusement bas. Encore un effort doit donc être fait par ce ramassis de privilégiés qui passent leur temps à bronzer au soleil pour atteindre un chiffre qui témoignerait de leur volonté de se mettre enfin au travail. Ce qui voudraient dire pour les plus vulnérables parmi eux, qu'ils se décident enfin d'apporter leur contribution à la réussite des programmes d' « aide », en ayant la politesse de se laisser mourir. Si l'on ajoute à cela que le plus grand hôpital du pays, Evagélismos, n'a plus de quoi continuer à fonctionner que jusqu'à la fin juillet, il devient on ne peut plus clair que l'effort qu'est demandé aux grecs n'est autre qu'une accélération intensive du travail de la mort. Force est de constater que l'Europe telle qu'elle fonctionne aujourd'hui s'avère un mécanisme redoutable de [thanatopolitique](#), tant à l'endroit des migrants à qui elle offre une place dans les fonds marins, qu'à l'endroit [des populations vulnérables](#) considérées comme superflues qui sont invités de presser le pas vers la paix éternelle.

Pour ceux qui pourraient trouver que ces affirmations gratuites, je voudrais rappeler la réponse de commissaire aux Affaires économiques et monétaires de l'époque, à une question d'eurodéputés de Syriza qui, en en septembre dernier dénonçait la violation systématique des droits sociaux, économiques et humains de la population grecque les quatre dernières années, en s'appuyant sur un rapport relatif de N.U de Cephas Lumina pendant. L'excellent M. Jyrki Katañnen n'a pas hésité un instant de dire que *la validité de la Charte de Droits Fondamentaux de l'UE est suspendue en Grèce mais aussi dans tous les pays sous programme*, dans la mesure où les Memoranda n'ont pas à être soumis au droit communautaire. Une bévue d'un ultra ? Voyons ce qu'en décembre dernier, son successeur, le très socialiste M. Moscovici, avait répondu à une question d'eurodéputés de Syriza sur le non- respect du Droit de travail en Grèce. Selon lui, les Memoranda ne sont que des accords intergouvernementaux et en tant que tels se soustraient du Droit Communautaire. Bref ce qui est affirmé sans ambages ici, est le fait que le principe fondateur de la démocratie depuis Solon, à savoir l'isonomie, n'est plus valable ni pour les Grecs ni pour les autre pays sous la tutelle de la Troïka. En somme, ce dont il s'agissait c'était l'instauration des véritables de zones de non-droit au sein de l'Europe, qui fonctionneront comme haut-lieux d'une exploitation extensive, d'autant plus que du Droit du Travail, il ne reste presque rien. Un presque rien que les créanciers trouvent excessif et s'efforcent à rendre équivalent à zéro. Cette [création des zones économiques spécialisées](#), régies par la seule loi du plus fort, ne sert pas uniquement la maximalisation de profits sur place mais l'intimidation de ceux qui ailleurs en Europe se mettront à résister à l'offensive néolibérale. Si jamais vous vous mettez en tête que c'est à votre pouvoir de changer quoi qu'il en soit, voilà quel sort vous attend. Il est largement temps de se poser la question quel est le régime où les droits fondamentaux d'un texte fondateur de l'UE sont valables –même si ce n'est qu'en théorie - pour les uns, et non pas pour les autres, en fonction de leur pays de résidence et de leur appartenance ethnique. Je laisse au lecteur le soin d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

## De nos responsabilités

De tout ce qui précède on peut conclure que l'Europe de M. Junker, Schulz, Moscovici et Dijsselbloem n'est qu'une structure de pouvoir techno-financier dont la seule raison d'être est le sauvetage à tout prix de banques, quitte à en sacrifier quelques-unes de la périphérie pourvue que le résultat politique est là. Car cette technostucture européenne, dotée d'un mécanisme qui peut sème la terreur aux marchés, et pourvu d'un dispositif thanatopolitique, a comme but de « neutraliser la démocratie », lorsque celle-ci comporte un risque de rupture. Et tout moyen est bon, même la faillite du système bancaire grecque si c'est pour arriver à ses fins qu'est de faire tomber un gouvernement élu qui n'est point révolutionnaire mais se bat tant bien que mal de défendre les droits du peuple dont il est représentant

Devant cette attaque sans précédent à la notion de l'isonomie, devant cette mise à mort de la démocratie dans le pays-même qui l'a vue naître, pourrions-nous rester muets ? Plusieurs d'entre vous ont déjà entrepris des initiatives, des textes, des actions de solidarité avec les grecs, ce dont je les remercie de tout cœur. Mais aujourd'hui un seuil a été franchi. Il ne s'agit plus ni du sort des grecs ni de celui de l'Europe. Ce qui est en danger est cette infime marge de démocratie que nos dirigeants daignent bien nous laisser encore. Un coup d'état est en train d'avoir lieu devant nos yeux, et il n'est pas possible de se taire. Faisons entendre nos voix partout dans le monde. Il y va de notre responsabilité.

Athènes, le 25 juin 2015

Vicky Skoumbi

## Annexe

Du paquet Junker pour la Grèce, du respect de règles européennes, et d'autres histoires à dormir debout

Les dirigeants européens rivalisent à qui mieux mieux en double langage et contre-vérités ; le soi-disant « ami » de Grecs au sein des institutions européennes qui faisait jusqu'à récemment étalage des amabilités à l'endroit de Tsipras, M. Junker pour ne pas le nommer, veut nous faire croire qu'il offre à la Grèce un généreux paquet de 35 milliards, étalé sur cinq ans et destiné aux investissements. Certains se sont précipités de le nommer « paquet Junker ». Mais des [journalistes](#) qui honorent leur profession, sont allés voir de plus près de quel est ce paquet que le président de commission offrirait en cadeau à la Grèce. Or, il ne s'agit de rien d'autre que des fonds structurels faisant partie d'un « repackaging » de fonds non utilisés. La Grèce, en tant que membre à part entière de l'UE, y a droit au même titre que les autres pays membres,

indépendamment de toute conditionnalité et certainement pas en fonction de l'issue des négociations. Cependant M. Junker ne se contente pas de présenter comme un « plan pour la Grèce » ces fonds que l'UE doit à la Grèce par la redistribution proportionnelle parmi les pays membres de fonds qui sont restés dans les tiroirs mais, en pleine contradiction avec ses prérogatives, il met une conditionnalité politique à son versement. Bref un chantage on ne peut plus cynique où la Commission se croit dans son droit de retenir une somme due à un pays en état de nécessité et fait dépendre son versement de l'issue de discussions. « Il est assez étonnant de penser que la Grèce, membre jusqu'à nouvel ordre à part entière de l'Union européenne, serait « moins bien servie » dans le cadre de la répartition des fonds européens si elle ne parvenait pas à s'entendre avec les créanciers. La Commission a donc commencé à mettre en place cette « zone euro à deux vitesses » qu'Alexis Tsipras évoquait ? » écrit [Romaric Godin](#).

Mais il y a plus. Selon des informations provenant des étudiants italiens, la Commission aurait suspendu pour des raisons de procédure le programme Erasmus pour la Grèce ! Si cette exclusion contraire non seulement aux règlements mais à la notion même de l'isonomie, s'avère fondée, elle serait la preuve supplémentaire que ceux qui s'échinent à exiger de la Grèce le respect des règlements, sont disposés à les violer sans hésitation, lorsqu'il s'agit d'exercer un chantage politico-économique à un gouvernement réfractaire. En d'autres termes, la Commission traite doré et déjà la Grèce comme un non-membre de l'UE, en suspendant les aides auxquelles elle a droit, jusqu'à ce qu'à ce que la Grèce cède sur tous les fronts.

Comme quoi il n'y pas à s'étonner que M. Junker fut le PM du Luxembourg pendant la glorieuse période qui a transformé celui-ci à un paradis fiscal. Il serait intéressant de savoir en combien de manque à gagner des autres pays européens se traduit cette politique. Combien de manque à gagner de la Grèce qui aujourd'hui manque des fonds suffisants pour couvrir les besoins les élémentaires d'un système de santé en ruines ? Selon Eva Joly il se peut que le montant s'élève à quelques milliards.

M. Junker ne manque pas de dénoncer à qui veut l'entendre, le mépris de règles européennes dont ferait preuve Tsipras. Le président de la Commission, si attaché au respect de règles, saurait-il nous dire quelle règle européenne permet à l'Allemagne de dépasser pendant cinq années consécutives le 6% réglementaire d'excédents commerciaux, sans être le moindre du monde inquiéter par aucune instance européenne ? Si j'y fais mention, c'est parce que, comme le dit Ambrose Evans-Pritchard dans le [Daily Telegraph](#), un excédent de l'ordre de 7,9% comme celui qu'affiche actuellement l'Allemagne, a comme effet moins de croissance et plus de chômage pour les autres pays européens. Bref, l'Allemagne n'exporte pas que ses produits, mais a trouvé moyen d'exporter du chômage à ses partenaires européens, sans qu'aucun d'entre eux ne trouve rien à redire.

Enfin, last but not least, jusqu'à quand les économistes de la BCE continueront-ils à cacher sous le tapis l'état pas franchement rassurant de la Deutsche Bank ? La situation délicate de ce géant aux pieds d'argile, embourbé dans une série de scandales et soupçonné de blanchissement d'argent, représente un danger considérable non seulement pour l'Europe mais pour l'économie mondiale. La Deutsche Bank vient d'écopier une amende de 2 milliards pour falsification du Libor,

et est actuellement «[aux prises avec quelques 6.000 litiges](#)» juridiques! A la mi-mars ses filiales américaines ont été les seules avec celles de Stantander, à ne pas passer les Stress Test de la Fed. Mais le plus inquiétant est que le géant allemand, poursuivi Outre-Atlantique pour évasion fiscale, détiendrait dans son portefeuille une bombe de plusieurs giga-tones. Rien de moins que quelques *trillions* de produits à très haut risque, voire toxiques. Sur leur montant exact, les chiffres les plus fous circulent. Il y en a qui parlent de 3 à 4 de trillions, d'autres de quelques dizaines. Peut-être que le très pointilleux M. Draghi daignerait nous informer de ce qui en est au juste. Car lorsque cette bulle-là éclatera, le krach qui suivra, fera paraître celui du 29 comme une partie de plaisir. C'est bien commode de présenter la Grèce dont la dette ne représente même pas 2% du PIB de la zone euro, comme *le* danger qui menacerait l'économie européenne, mais en tant que citoyens européens, nous avons tout de même le droit d'en savoir un peu plus long sur les pratiques plus que douteuses et surtout sur l'état de santé de la DB. Certes le niveau de la TVA sur les spaghettis en Grèce est un sujet d'importance cruciale qui suscite à juste titre un intérêt mondial. Néanmoins, on ne peut pas s'empêcher de penser, qu'il pourrait s'agir là d'une manœuvre de digression bien commode, destinée à détourner l'attention de ce qui pose vraiment problème.